



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Industrie de l'armement

Question au Gouvernement n° 451

Texte de la question

INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

**Mme la présidente** . La parole est à M. José Gonzalez.

**M. José Gonzalez** . Ma question s'adresse surtout à monsieur le ministre des armées, mais tout autre ministre fera l'affaire. (*Rires sur plusieurs bancs du groupe RN.*) Elle concerne la souveraineté française en matière de fabrication et de livraison d'armes légères à nos troupes, nos forces armées, nos fantassins. Il s'agit des armes de poing et d'épaule, calibrées en 9 millimètres pour les armes de poing et 5,56 millimètres pour les armes d'épaule.

**M. Pierre Cordier** . M. Gonzalez s'y connaît en armes !

**M. José Gonzalez** . Or, dans ce domaine, nous sommes totalement dépendants des sociétés étrangères. En effet, lorsque nous avons abandonné en 2017 le Famas, le fusil automatique de la manufacture d'armes de Saint-Étienne, jugé obsolète,...

**M. Emmanuel Mandon** . Eh oui, un joyau industriel !

**M. José Gonzalez** . ...un appel d'offres a été lancé. Notre société nationale Verney-Carron, la seule qui fabrique encore des armes de chasse et de guerre, qui a fait ses preuves depuis deux siècles et qui a d'ailleurs récemment signé un contrat avec l'Ukraine pour lui fournir environ 10 000 fusils d'assaut VCD 15 et 2 000 fusils de précision VCD 10 – ce qui prouve ses compétences –, n'a pas été retenue du fait d'un chiffre d'affaires insuffisant. Le gouvernement français ne l'a pas aidée.

Faute de solidarité nationale, nous sommes donc devenus dépendants de l'Allemagne, puisque nous lui achetons des fusils HK416 alors qu'elle se fournit pourtant en avions de chasse F-35 américains tout en lorgnant sur le bouton rouge de notre force de dissuasion nucléaire.

**M. Sylvain Maillard** . On est un peu perdu, là ! Nous ne sommes pas en commission !

**M. José Gonzalez** . Pendant ce temps, l'entreprise Verney-Carron du groupe Cybergun risque de passer aux mains d'un groupe étranger, le Belge FN Browning... (*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'orateur.*)

**Mme la présidente** . La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de la mémoire et des anciens combattants.

**M. Pierre Cordier** . Et spécialiste des armées !

**Mme Patricia Mirallès**, *ministre déléguée chargée de la mémoire et des anciens combattants* . J'espère que je ferai l'affaire pour vous apporter une réponse. (*Sourires sur plusieurs bancs du groupe EPR.*) Permettez-moi d'excuser M. le ministre des armées, qui ne peut être présent. Nous n'avons pas attendu la guerre en Ukraine et encore moins l'élection de Donald Trump pour engager notre réarmement. Depuis 2017, le budget des armées a augmenté de 18 milliards d'euros, conformément aux lois de programmation militaire.

**Mme Danielle Brulebois** . Mais oui !

**Mme Patricia Mirallès**, *ministre déléguée* . Si l'on prolonge cette trajectoire, le budget aura doublé en dix ans. Les orientations que nous avons prises collectivement sont les bonnes : la modernisation de la dissuasion, l'épaullement des forces nucléaires et conventionnelles, la souveraineté de notre industrie de défense et le futur porte-avions.

Pourtant, le contexte stratégique a changé depuis le vote de la dernière loi de programmation militaire et les menaces se sont précisées. Le ministre Sébastien Lecornu l'a longuement expliqué lundi dernier dans cet hémicycle : il faut accélérer notre réarmement, comme l'a clairement affirmé le président de la République.

Sur le volet industriel, la question qui se pose à nous est de savoir si nos industriels seront capables de fournir plus et plus vite pour nous-mêmes comme pour nos alliés. Je vous le dis clairement : l'effort de réarmement européen ne doit pas conduire à acheter massivement américain. Notre souveraineté passe aussi et surtout par la souveraineté industrielle.

**M. Sylvain Maillard** . Elle a raison !

**Mme Patricia Mirallès**, *ministre déléguée* . Le travail engagé pour passer à une économie de guerre – et se mettre en ordre de bataille pour fournir plus et plus vite – porte déjà ses fruits. Les délais diminuent et les cadences augmentent, avec le triplement de la production des canons Caesar, des délais de production des radars Thales divisés par trois et des livraisons de missiles Aster multipliées par six. Onze projets de relocalisation sont lancés dans la filière poudre à Bergerac et la production d'imprimantes 3D à Bourges.

**M. José Gonzalez** . En attendant, on achète allemand !

**Mme Patricia Mirallès**, *ministre déléguée* . Nos industriels sont en train de pivoter vers l'Europe. Il y a dix ans, 10 % de nos exportations étaient destinées aux pays européens ; en 2024, c'est plus de la moitié. Mesurons le chemin parcouru : la Grèce, la Serbie, la Croatie commandent des Rafale, les Pays-Bas des sous-marins, les coalitions se forment pour des achats communs de Mistral et de Caesar. Enfin, je vous annonce que nous réalisons un inventaire précis et que nous pourrions proposer à nos partenaires européens des matériels livrables... (*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'oratrice. – Mmes Sophie Mette et Josy Poueyto applaudissent cette dernière.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. José Gonzalez](#)

**Circonscription** : Bouches-du-Rhône (10<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 451

**Rubrique** : Industrie

**Ministère interrogé** : Mémoire et anciens combattants

**Ministère attributaire** : Mémoire et anciens combattants

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée le : 6 mars 2025**

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 mars 2025